

D. Que pensez-vous de l'aide mutuelle? D'après vous, devrions-nous étendre la portée de notre programme de façon à assurer la satisfaction de leurs besoins?—R. Je me pique un peu d'humanitarisme et je prétends que s'il nous arrive d'avoir au pays plus de blé que nous n'en pouvons disposer et d'apprendre en même temps que les gens d'un autre pays souffrent de faim, nous devrions aller jusqu'à dire à ces derniers: "Venez, prenez de notre blé".

D. Sans l'acheter?—R. "Et apaisez votre faim. Si vous n'avez pas l'argent pour le payer, produisez autres choses dont nous pourrions faire usage". Ensuite, il nous faudrait prendre des moyens d'éliminer certaines difficultés tarifaires entravant l'entrée au pays de ces denrées de nature à satisfaire aux besoins de bon nombre de nos concitoyens.

D. Nous pourrions facilement nous lancer dans un tout autre domaine d'enquêtes.—R. Oui.

D. Mais nous nous en dispenserons, je crois. Si le Gouvernement de l'Inde arrivait d'une façon ou d'une autre à fournir à ses administrés la puissance d'achat nécessaire, nous pourrions assez facilement leur vendre des produits?—R. Justement.

D. Mais si, nous-mêmes, nous arrivions à accroître notre puissance de consommation, à mettre notre propre population en mesure de se procurer tout ce dont elle a besoin et cela à des prix raisonnables, nous augmenteriez du fait même notre marché domestique. Alors, ne verrions-nous pas disparaître la majeure partie des difficultés que nous avons avec nos banquiers, même si les banques restaient la propriété de particuliers?—R. Je ne prévois la disparition d'aucune de ces difficultés d'une façon mystérieuse. Je dirai ceci cependant. Peut-être avons-nous eu trop tendance à nous considérer comme une nation productrice réduite à se trouver des débouchés au delà des océans, à des milliers de milles de distance. Nous devrions en être arrivés au point où nous allons nous décider d'expédier davantage sur notre propre marché.

D. Très bien.—R. Nous sommes ici moins de 12 millions d'habitants dans un pays immense. Personnellement, je crois que c'est une honte.

D. Je suis tout à fait de votre avis. Trouver les moyens de développer notre marché domestique est à mon sens une de nos principales tâches. Une dernière question. Vous avez formulé votre confiance en la possibilité d'une monnaie créée par l'Etat libre de dette et d'intérêt et en l'emploi d'un tel numéraire, pourvu qu'il soit assez abondant et suffisamment garanti par des denrées et services, pour modifier les cours domestiques ainsi qu'accroître la puissance d'achat de la population. Je vous le demande en terminant, la solution des difficultés au Canada ne résiderait-elle pas plutôt dans l'accroissement de la consommation que dans la modification du régime de la propriété des banques? Trouvez une méthode scientifique de répartition, un moyen scientifique d'augmenter la consommation ou le marché domestique, de maintenir l'agencement des cours et alors, adviene que pourra à l'étranger, le pays continuera sa marche dans la voie du progrès.—R. Entendu; à condition que nous arrivions à maintenir l'organisation des cours et que nous disposions de suffisamment d'instruments d'échange pour prendre livraison de toutes les denrées offertes à la consommation.

D. En effet.—R. Pour permettre à la production de se maintenir et de continuer, il faut que la quantité des instruments d'échange en circulation soit réglementée en fonction des besoins de la consommation populaire.

D. Ce que n'assurerait pas nécessairement l'étatisation des banques, parce que même sous ce régime les banques s'en tiendraient à leurs pratiques actuelles pour ce qui est des prêts, du taux d'intérêt et ainsi de suite.

M. NOSEWORTHY: Pas nécessairement. Voyons là: pas nécessairement.

M. BLACKMORE: M. Bickerton semble bien l'avoir admis.

M. NOSEWORTHY: Pas du tout.